

31
juil. 2018

▲ Niv. 2

L'État a
répondu

Ukraine

n° 50/2018

Création de l'alerte : 01 juin 2018

Menaces contre le président de l'Union nationale des journalistes d'Ukraine




SOURCE DE LA MENACE ▶ Etatique

CATÉGORIE  ▶ Harcèlement et intimidation de journalistes

AUTEUR : FEJ/FIJ

Plusieurs journalistes ont été menacés en Ukraine, dans un contexte de violence verbale croissante contre les médias et les organisations de journalistes qui contestent les actions du gouvernement ukrainien. Le 30 mai 2018, Larissa Sargan, porte-parole du procureur général d'Ukraine, a posté sur sa page Facebook une liste de 26 soi-disant «traîtres» qui ont critiqué les forces de l'ordre après le « meurtre » à Kiev du journaliste russe Arkady Babchenko. Le « meurtre » était en fait une opération dans laquelle les services de sécurité ukrainiens (SBU) ont simulé l'assassinat de Babchenkos. Deux journalistes figurent dans la liste des soi-disant traîtres de Larissa Sargan: Myroslava Gongadze et Sergiy Tomilenko, le président de l'Union nationale des journalistes d'Ukraine. Le 16 mai 2018, Iryna Gerashchenko, première vice-présidente du parlement ukrainien, a attaqué verbalement le Syndicat national des journalistes d'Ukraine. Elle a accusé le syndicat de coopérer avec "les propagandistes du Kremlin". Dans les jours qui ont suivi, Sergiy Tomilenko a été la cible de menaces en ligne (principalement des posts et des commentaires sur Facebook) appelant les services de sécurité ukrainiens à l'emprisonner.

INFORMATIONS ADDITIONNELLES ▼

-  [Post Facebook de Larissa Sargan sur les soi-disant "traîtres" \(en anglais\)](#)
-  [Article dans Strana "Глава НСЖУ обвинил Ирину Геращенко во лжи с парламентской трибуны"](#)
-  [Declaration: IFJ et EFJ condamnent les menaces contre les journalistes en Ukraine \(en anglais\)](#)

RÉPONSES DE L'ÉTAT ▼



31 juil. 2018 | Réponse du Gouvernement ukrainien

➔ Position officielle de l'Ukraine

SUITES DONNÉES



06 juin 2018 | Les journalistes et médias ukrainiens doivent pouvoir exprimer leurs opinions ouvertement et librement déclare le représentant de l'OSCE pour la liberté des médias

➔ Communiqué d'Harlem Désir